

PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME

DIRECTION DEPARTEMENTALE
de l'EQUIPEMENT
service aménagement du territoire et environnement
bureau risques naturels et technologiques

Affaire suivie par : SAUVÉ Muriel

☎ 02 35 58 54 21

☎ 02 35 58 55 63

mél : Muriel.Sauve@developpement-durable.gouv.fr

ROUEN, le

29 DEC. 2008

Le Secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU :

- le Code de l'environnement, notamment ses articles L.562-1 à L.562-9,
- le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 480-4 et R.126-1,
- la loi 82-600 du 13 juillet 1982, relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles,
- la loi 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels ainsi qu'à la réparation des dommages,
- le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995, relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,
- le décret n°2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,
- le Codes des assurances, notamment l'article L.125-1 et suivants,

CONSIDÉRANT que le Code de l'environnement précité prévoit que tout citoyen a droit à l'information sur les risques auxquels il est soumis ainsi que les moyens de s'en protéger et qu'il appartient à l'État d'élaborer et de mettre en oeuvre les plans de préventions des risques naturels,

CONSIDÉRANT la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de leur exposition à un risque naturel d'inondations issues de ruissellements, débordements et remontées de nappes,

Sur proposition du directeur délégué départemental de l'équipement de la Seine-Maritime par intérim,

ARRÊTE

Article 1 :

L'établissement d'un Plan de Prévention des Risques naturels **inondations** issues de ruissellements, débordements et remontées de nappes, est **prescrit pour soixante-huit communes des bassins versants du Cailly de l'Aubette et du Robec**. Le territoire d'étude est le résultat d'une concertation (liste des communes et cartographie, respectivement en annexe 1 et annexe 2 du présent arrêté).

Article 2 :

La direction départementale de l'équipement (DDE) de la Seine-Maritime est chargée d'élaborer et d'instruire la procédure conformément aux dispositions du décret susvisé.

Article 3 :

La concertation concernant l'élaboration du projet s'appuie sur la nouvelle **circulaire du 3 juillet 2007 relative à «la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles»**. A la demande des élus, des réunions publiques pourront être organisées.

Article 4 :

Une consultation des conseils municipaux, de la chambre d'agriculture, des centres régionaux de la propriété forestière et des établissements publics de coopération intercommunale concernés sera effectuée conjointement à l'enquête publique.

Article 5 :

Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes citées en annexe 1.

Article 6 :

Une copie du présent arrêté sera affichée à la préfecture de la Seine-Maritime et à la mairie des communes citées en annexe 1 pendant un mois minimum. Une mention de cet affichage est insérée dans un journal diffusé dans le département.

Article 7 :

Le présent arrêté est tenu à la disposition de public à la préfecture de la Seine-Maritime et au siège de la direction départementale de l'équipement de la Seine-Maritime.

Article 8 :

Le Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur délégué départemental de l'équipement de la Seine-Maritime par intérim et les maires des communes citées en annexe 1 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de l'État dans le département de la Seine -Maritime.

Le Secrétaire général,



Claude MOREL

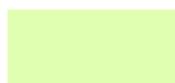
PPR Inondations des bassins versants du Cailly, de l'Aubette et du Robec

ANNEXE 1

Liste des 68 communes concernées par l'arrêté de prescription :

Anceaumeville	La Rue-Saint-Pierre
Authieux-Ratiéville	La Vieux-Rue
Auzouville-sur-Ry	Le Bocasse
Beautot	Le Houleme
Bihorel	Le Mesnil-Esnard
Bois-d'Ennebourg	Malaunay
Bois-Guillaume	Maromme
Bois-l'Évêque	Martainville-Épreville
Bonsecours	Mesnil-Raoul
Boos	Mont-Cauvaire
Bosc-Guérand-Saint-Adrien	Montmain
Bosc-le-Hard	Mont-Saint-Aignan
Butot	Montville
Cailly	Morgny-la-Pommeraye
Canteleu	Notre-Dame-de-Bondeville
Claville-Motteville	Pierreval
Clères	Pissy-Poville
Critot	Préaux
Darnétal	Quincampoix
Déville-lesRouen	Rocquemont
Eslettes	Roncherolles-sur-le-Vivier
Esteville	Rouen
Estouteville-Écalles	Saint-André-sur-Cailly
Fontaine-le-Bourg	Saint-Aubin-Épinay
Fontaine-sous-Préaux	Saint-Georges-sur-Fontaine
Franqueville-Saint-Pierre	Saint-Germain-sous-Cailly
Fresne-le-Plan	Saint-Jacques-sur-Darnétal
Fresquiennes	Saint-Jean-du-Cardonnay
Frichemesnil	Saint-Léger-du-Bourg-Denis
Grugny	Saint-Martin-du-Vivier
Houpeville	Saint-Ouen-du-Breuil
Isneauville	Servaville-Salmonville
La Houssaye-Béranger	Sierville
La Neuville-Chant-d'Oisel	Yquebeuf

68 communes concernées



périmètre du PPR inondation des bassins versants du Cailly de l'Aubette et du Robec



limite de bassin versant



limite administrative de commune

(toutes les communes limitrophes des bassins versants sont partiellement intégrées au PPR inondation c'est à dire en limite de bassin sauf 3 communes entièrement intégrées: Saint-Jean-du-Cardonnay Critot et Esteville, après concertation)